



**P.O.P.I.R.-Comité logement**

# **En route vers la grande marche!**



**Bilan 2017-2018**



**Centraide  
du Grand Montréal**



# MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ont encore une fois été très actives et actifs cette année et nous avons soutenu l'équipe dans son beau travail. Plusieurs choses se sont passées. Nous avons d'abord eu de nombreuses rencontres avec des élu(e)s, incluant la ministre et députée de Saint-Henri—Sainte-Anne, Dominique Anglade, les deux députés fédéraux et les élu(e)s de l'arrondissement. De plus, des manifestations ont eu lieu, notamment une pour dénoncer l'insalubrité des logements dont plusieurs locataires sont victimes, des actions pour parler de la situation des plusieurs femmes en logement et, en mai, une action locale pour dénoncer la gentrification.

Il ne faut pas non plus oublier l'important dossier de la Canada Malting ! Nous avons été très engagés sur ce dossier, en soutenant notamment une action sur la contamination des sols, puis des occupations des bureaux de campagne de deux candidat(e)s lors de la campagne électorale municipale de novembre 2017. Nous avons même obtenu la signature de soutien du maire de l'arrondissement, Benoit Dorais, mais rien n'est garanti ! Il y a toujours de nombreux projets possibles sur le site et nous poursuivons la lutte dans l'espoir d'obtenir un projet 100 % communautaire ! Au printemps 2018, nous avons également mis de l'avant, avec le Comité femmes, un projet de logement social pour femmes dans le quartier Saint-Henri.

L'année 2017-2018 fut aussi marquée par le départ de Romina Hernandez Gomez. En raison de l'état des finances, nous avons dû choisir de fonctionner à effectif réduit, suivi en avril de l'embauche subséquente de Sandrine Belley pour un contrat temporaire. Nous avons aussi procédé aux évaluations et auto-évaluations des employé(e)s dans l'objectif de faire le point pour mieux continuer. De plus, nous avons formé un comité en vue du renouvellement éventuel du bail du P.O.P.I.R. dans ses locaux actuels. Le comité a fait plusieurs démarches et a évalué plusieurs options, pour finalement conclure que le renouvellement du bail dans les locaux actuels est la meilleure solution.

Enfin, nous devons remercier Carole Orphanos, qui a dû quitter son poste au conseil d'administration en cours d'année. Nous lui sommes reconnaissant(e)s pour son travail et lui souhaitons tout le meilleur pour la suite des choses ! Nous avons été heureuses et heureux d'accueillir parmi nous Maryan Kikhounga-Ngot, qui a été élue à l'assemblée générale de janvier. **En somme, le P.O.P.I.R. a mené plusieurs luttes et a continué son travail avec plusieurs partenaires dans le Sud-Ouest, car ensemble, nous sommes plus forts !**

Les membres élu(e)s du conseil d'administration,

Luce Parisien, présidente

Mona Luxion, vice-présidente

Mélissa Renaud, secrétaire

Agathe Melançon, trésorière

Minouse Joseph, administratrice

Maryan Kikhounga-Ngot, administratrice

Pierre-Philippe Monette, administrateur



# LUTTE POUR LE LOGEMENT SOCIAL

## PERSPECTIVE 1

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement dénonce l’embourgeoisement des quartiers du Sud-Ouest caractérisé notamment par la venue de condos, de commerces, de projets d’aménagement urbain et toute la répression policière qui en découle ;*

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement module son approche de lutte et de mobilisation selon la réalité de chacun des quartiers ;*

*Que, pour ce faire, le P.O.P.I.R. – Comité Logement tente de diversifier ses allié(e)s dans la lutte contre la gentrification.*

En cette année 2017-2018, nous avons lutté contre l’embourgeoisement des quartiers par la lutte pour la Canada Malting, sur la rue Saint-Ambroise dans l’ouest de Saint-Henri. Nous avons maintenu une ligne sur le développement 100 % communautaire de l’ancienne usine. Dans les autres quartiers, les opinions diffèrent sur la gentrification et ses impacts sur la population. Il demeure difficile de mener des luttes conjointes.

De notre côté, nous avons participé à divers panels sur le sujet. Nous n’avons pas réussi à diversifier nos allié(e)s dans la lutte. Nous réalisons que le meilleur moyen est d’organiser des actions qui pourraient attirer des personnes qui ne s’impliquent peut-être pas régulièrement dans les organismes du quartier, mais qui partagent notre analyse de la situation.

À l’échelle montréalaise, nous espérions en faire un enjeu majeur pendant la campagne électorale. Malheureusement, les groupes montréalais du FRAPRU n’ont pratiquement pas organisé d’action pendant cette période. Heureusement que le collectif *À nous la Malting !* a organisé deux occupations simultanées des bureaux de la future mairesse Valérie Plante et de la conseillère de l’opposition Kathy Wong. Autrement, le sujet de l’embourgeoisement des quartiers de Montréal serait passé sous la loupe.

Finalement, le mois de mai et juin aura été consacré à la lutte à la gentrification à Montréal. Des manifestations ont eu lieu à Hochelaga, Rosemont et Saint-Henri. La manifestation du P.O.P.I.R., tenue le 24 mai dernier, s’est très bien déroulée dans les rues de l’ouest de Saint-Henri et s’est davantage penchée vers des sites



Rassemblement de départ de la manifestation du 24 mai 2018

revendiqués que sur la dénonciation des commerces. Ce fut un succès de participation, puisque la manifestation aura attiré près d'une centaine de manifestant(e)s. La manifestation s'est terminée avec un barbecue populaire sur le *woonerf*, à l'ombre de la Canada Malting. Il y avait beaucoup de membres de différents comités logement venus en soutien ! Nous constatons que les manifestations locales organisées en séquence aident à mobiliser à augmenter la mobilisation entre les quartiers. En espérant que la marche de septembre aura le même effet !

## PERSPECTIVE 2

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement revendique la mise en place d'une politique de mise en réserve de terrains et de bâtiments, accompagnée des budgets nécessaires ;*

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement revendique également la construction de 4 000 logements sociaux immédiatement et zéro condo ;*

*Que ces logements sociaux soient attribués proportionnellement à chacun des quartiers desservis par le P.O.P.I.R. – Comité Logement.*

Le travail pour revendiquer des réserves de terrains s'est fait sur deux fronts. D'abord, avec les groupes de Montréal du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour les deux dernières actions de la campagne « Le logement social, c'est vital ». Cette campagne ciblait spécifiquement Denis Coderre et son administration. Nous sommes donc allé(e)s, en juin, devant sa résidence dans l'arrondissement Montréal-Nord et en septembre, dans une activité du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal. Dans ce dernier cas, il semblerait que quand il a su que le FRAPRU serait présent, puisqu'il a annulé sa participation ! Décidément, entre le lancement de sa campagne (en 2013), qui a été perturbée par le FRAPRU, et sa dernière activité dans son arrondissement, le FRAPRU aura été une épine dans son pied pendant tout son mandat !



Action dans les bureaux des partis – 24 octobre 2017

Puis, la lutte s'est faite avec nos partenaires du Sud-Ouest dans le cadre des élections municipales. À notre initiative, les quatre tables de quartier<sup>1</sup> et les deux comités logement ont formé une coalition sur le thème du logement et ont mené une campagne face aux candidat(e)s, notamment en envoyant une lettre conjointe et en organisant une manifestation aux bureaux des partis, le 24 octobre 2017. Les réserves de terrains étaient une des principales demandes. Nous avons d'ailleurs obtenu des engagements intéressants, aussi bien au niveau de l'arrondissement (1 500 000 \$ de nouveaux investissements, en plus des 2 200 000 \$ qui sont déjà contenus dans le fonds de compensation

<sup>1</sup> Solidarité Saint-Henri, Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé, Concertation Ville-Émard/Côte-Saint-Paul et Action Gardien (Pointe-Saint-Charles).

existant) qu'au niveau de la ville centre. Projet Montréal a justement annoncé ses engagements pour le logement social le jour de notre manifestation et a prévu un budget de 15 000 000 \$ pour des réserves de terrains.

C'est aussi durant la campagne électorale municipale que nous avons poussé notre revendication pour 4 000 logements sociaux. Même si nous ne l'avons pas ventilé par quartier avec précision, nous avons convaincu nos partenaires locaux de chiffrer les revendications en fonction des besoins, soit le nombre de ménages qui consacrent 50% et plus de leur revenu pour se loger. Ces données seront à réviser quand nous aurons les nouvelles statistiques dès cet automne, suite à la publication des données du recensement de 2016.

Finalement, nous n'avons pas mené d'action spécifique sur le thème « zéro condo », mais nous continuons à nous opposer à tout projet de condos, que ce soit e construction neuve ou en conversion. Nous continuons également à faire des représentations à l'arrondissement pour les démolitions qui pourraient laisser place à des condos.

Si nous avons obtenu des engagements intéressants pour les réserves de terrains, le défi reste d'aller au-delà des promesses. Il va falloir talonner l'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal pour que les terrains qui nous intéressent soient bel et bien mis en réserves !

### PERSPECTIVE 3

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive sa participation aux activités du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).*

#### Au municipal

Une manifestation a été organisée cet été devant la maison du maire de Montréal de l'époque, Denis Coderre. Une quinzaine de militant(e)s du P.O.P.I.R. étaient présent(e)s. Cette action sur la thématique de la kermesse a été succès en termes de mobilisation et les militant(e)s ont apprécié l'idée de manifester devant la maison du maire !

Comme 2017 fut une année électorale à Montréal, nous pensions que les groupes logement de Montréal allaient être présents dans les rues pour mettre l'emphase sur le logement social dans la campagne en cours. Malheureusement, la campagne électorale n'a pas motivé les groupes à organiser des actions comme nous l'avions souhaité. Plusieurs groupes ont organisé des activités dans leurs quartiers respectifs, mais il n'y a eu aucune action organisée pour l'ensemble de Montréal. Peut-être que le discours de Projet Montréal qui parlait beaucoup de logement social a endormi un peu le mouvement ? Sûrement pas dans le Sud-Ouest ! En effet, près de cinquante militant(e)s ont occupé simultanément les bureaux de Valérie Plante et Kathy Wong pour exiger un

*Cette année, le FRAPRU c'est :*

- Un congrès
- Trois assemblées générales
- 45 rencontres diverses
- 13 actions (19 l'an passé)

développement 100% communautaire sur la Canada Malting. Par la suite, l'élection de Valérie Plante a surpris beaucoup de monde dont l'ancien maire ! Il a fallu au FRAPRU repenser notre campagne de réserve de terrains qui avait été complètement imaginée en réaction à la personnalité et à la bonhomie de Denis Coderre.

Finalement, des actions contre la gentrification dans les quartiers de Rosemont, de Hochelaga-Maisonneuve et le Sud-Ouest ont eu lieu durant les mois de mai et juin (voir perspective 1). De plus, un comité, dont le P.O.P.I.R. fait partie, travaille sur la publication d'un outil d'éducation populaire au sujet de l'embourgeoisement des quartiers de Montréal.

## La lutte face au fédéral

Le gouvernement de Justin Trudeau a dévoilé sa stratégie canadienne pour le logement le 22 novembre 2017. Le FRAPRU était présent dans les rues pour réagir cette annonce. Malgré une mobilisation un peu faible et une température maussade, la manif/action s'est très bien déroulée avec une finale où des militant(e)s ont bloqué avec des bottes de foin les portes de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), à Montréal, pour signifier que nous ne voulions pas de stratégie broche à foin qui ne mène nulle part, mais plutôt un réel retour du gouvernement fédéral dans le logement social.

En conclusion, la stratégie marque un certain retour du fédéral dans le financement du logement public. Malgré que les 40 milliards de dollars étalés sur dix ans soient nettement insuffisants pour remettre le logement social à l'avant-plan de la lutte contre la pauvreté, il faut tout de même voir comme une bonne nouvelle le fait que le gouvernement Trudeau s'engage à renouveler le financement des logements sociaux financés avant 1994. Il s'agit d'une très bonne nouvelle pour les locataires des coopératives, organismes sans but lucratif (OSBL) et habitations à loyer modique (HLM), qui voyaient, depuis plusieurs années, leurs subventions au loyer menacées. Autrement, nous observons un glissement du fédéral vers le logement dit « abordable ». Dans l'avenir, on parlerait davantage de logements fixés à 80 % du loyer médian (environ 500 \$ dans Saint-Henri) plutôt que dépendant du revenu des locataires. Pour une personne sur l'aide sociale, cela correspondrait à déboursier environ 70 % de son revenu pour se loger au lieu de 25 %. Il faut donc continuer à mettre de la pression pour un nouveau parc HLM !



Manifestation du FRAPRU à Ottawa – 22 octobre 2017

## Lutte face à Québec

Au provincial, nous attendons toujours la réforme du programme AccèsLogis, dernier programme qui construit des nouveaux logements sociaux. Cette année, moins de 700 unités sont sorties de terre. Les



montants d'argent pour le programme n'ont pas été augmentés depuis 2009, alors qu'à Montréal, les prix des terrains et bâtiments ont plus que doublé dans les dix dernières années. Il est donc, devenu très difficile de construire du logement social en respectant les critères de ce programme. Pour cette raison, le P.O.P.I.R. a participé à la manif-action organisé par le FRAPRU le 30 janvier 2018. Lors de cet événement, plusieurs militant(e)s ont occupé les bureaux du ministre des Finances, Carlos Leitão, et d'autres ont scandé des slogans au cœur du Centre de commerce mondial, à Montréal ! L'action s'est suivie d'une soupe pour se réchauffer en cette journée d'hiver glaciale. La manifestation a réuni près de trois cents personnes. Des élections auront lieu cet automne et il faudra être aux aguets, puisqu'il semble qu'il y aura du changement à l'Assemblée nationale, mais ce n'est pas parce que le nom change que les politiques suivent !

### **Marche « De villes en villages pour le droit au logement »**

Le FRAPRU organise en septembre une grande marche pour le droit au logement qui reliera Ottawa à Québec. Cinq cents kilomètres (500 km) pour 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans, espérons que le chiffre « 5 » portera chance au FRAPRU ! Le P.O.P.I.R. est bien impliqué dans la réalisation de ce qui devrait être le projet le plus ambitieux de l'histoire du FRAPRU. Le lancement de la marche a eu lieu le 18 mars à Montréal. Un panel était organisé avec des présentations de personnes qui ont participé à plusieurs grandes marches dont la marche de Solidarité sans frontières et la marche « Du pain et des roses ».

Dans le Sud-Ouest, le lancement a eu lieu le 22 mars et près de cinquante personnes étaient présentes. Lors de ce comité d'éducation populaire, plusieurs personnes présentes ont affirmé leur désir de participer à ce grand événement ! En plus, les locataires du Sud-Ouest seront mis à contribution, car la marche fera un passage à Saint-Henri le 13 septembre pour s'arrêter au Centre d'éducation des adultes (CÉDA) en soirée! Une soirée festive s'organise !

En conclusion, nous ne pouvons pas dire que l'année 2017-2018 soit la plus grande année de mobilisation pour le FRAPRU. En cette ère de consultations, de lutte pour le financement et de révisions de programmes, l'heure est peut-être plus aux rencontres et représentations. Cependant, malgré que les actions aient été moins nombreuses que les années précédentes, elles étaient intéressantes et diversifiées. Pour l'an prochain, souhaitons que la grande marche ramène la mobilisation au premier plan. Soyez des nôtres en septembre pour un moment historique !

#### **PERSPECTIVE 4**

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive sa participation à l'assemblée de secteur du groupe de ressources techniques Bâtir son quartier, y défende le besoin en logements sociaux et demande de mieux informer les demandeurs sur les critères de sélection.*

Nous avons participé à trois rencontres de secteur et à l'assemblée générale annuelle. Nous avons aussi commencé les travaux pour le développement de deux projets d'habitation en formule OBNL dans le secteur Griffintown, Habitation 21 et Habitation 22, puisque nous siégeons sur le conseil

d'administration. Bâtir son quartier est le groupe de ressources techniques qui accompagne les Habitations 21 et 22.

Tel que demandé par les membres, nous avons parlé à plusieurs reprises de la sélection. C'est d'ailleurs l'élément le plus positif de notre travail avec Bâtir son quartier. En effet, le groupe de ressources techniques utilise nos listes et ils ont le réflexe de prioriser les personnes requérantes qui sont venues au P.O.P.I.R. - Comité Logement. Nous remarquons aussi que nous avons beaucoup d'appels de personnes référées par Bâtir son quartier.

Des enjeux stratégiques demeurent avec le groupe de ressources techniques. Ce sont avant tout des développeurs et leurs partenaires privilégiés sont bien plus les promoteurs et les élu(e)s que les comités logement et les tables de quartier. Cela continue de créer des tensions, surtout quand ils annoncent à la table des projets plus ou moins ficelés qui ne vont pas dans le même sens que ce que revendiquent les groupes locaux. Chaque fois, la tentation est grande de leur demander de quitter la table ! Devrait-on le faire ? Devrait-on mieux documenter nos difficultés avec les groupes de ressources techniques ? Une confrontation plus directe avec ces organisations servirait-elle ou nuirait-elle aux locataires qui cherchent un logement social ?

## PERSPECTIVE 5

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive les ateliers sur le logement social (ALS).*

Cette année, les ateliers sur le logement social (ALS) se sont également tenus les mercredis aux deux semaines, à des horaires variables pour accommoder le plus de personnes possible. Nous notons une légère augmentation de la participation aux ateliers et que celle-ci est encore très majoritairement féminine.

*Cette année, les ALS, c'est :*

- 23 ateliers ;
- 157 personnes présentes (hausse de 5,3 %) ;
- 72 % de femmes ;
- 51 % de personnes qui proviennent du Sud-Ouest.

Il faut également souligner que la forte participation à ces ateliers dénote les besoins criant en logements sociaux. En effet, la situation de logement des personnes qui fréquentent les ateliers sur le logement social est souvent difficile et urgente, alors que nous avons peu de solutions à leur offrir à court terme. Nous arrivons également au constat que le processus de sélection des coopératives d'habitation est parfois

complexe à saisir pour les personnes qui fréquentent les ateliers, ce qui nous pousse à nous demander si un guichet unique régional nous aiderait à décomplexifier ce processus.

# LUTTE SUR LE MARCHÉ PRIVÉ

## PERSPECTIVE 6

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive son service de première ligne auprès des locataires du territoire, notamment avec l'aide des stagiaires en droit.*

Nous avons, encore cette année, constaté un important achalandage à notre service gratuit d'information juridique. Ce sont plus de 600 nouvelles personnes, majoritairement des femmes, qui nous ont consulté, pour un total de près 1 900 interventions durant l'année ! Il s'agit d'une hausse significative de 21 % par rapport à l'année financière 2016-2017. Les sujets de consultation les plus courants sont le mauvais état du logement, les demandes de résiliation de bail, les problèmes de jouissance paisible des lieux et la présence de vermine et d'insectes (coquerelles et punaises principalement).

En plus de l'augmentation de l'achalandage d'année en année, nous remarquons que la proportion de locataires qui nous consultent pour la première fois et demeurent dans nos quartiers d'appartenance est également en diminution. Alors que l'an dernier, c'était tout juste 50 % des nouveaux dossiers qui touchaient des logements situés dans Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, cette proportion était de 43 %. Plusieurs phénomènes pourraient expliquer cette diminution, mais mentionnons au passage la gentrification de plusieurs de nos quartiers, ainsi que la proximité de nos bureaux avec ceux de la Régie du logement.

*Cette année, le service, c'est :*

- 602 nouveaux dossiers ;
- 1 885 interventions (hausse de 27,4 %) ;
- 82 % sur le marché privé ;
- 43 % des nouvelles personnes qui proviennent de nos quartiers.

Le service de première ligne a reposé encore une fois cette année sur le travail dévoué et essentiels de trois étudiant(e)s en droit de l'Université de Montréal, qui ont complété chez nous un stage en milieu communautaire d'une durée de deux trimestres. Nous devons une fière chandelle à Marc Haidar, Nathan Hassan Omar et Véronique Lachance-Dubreuil et leur transmettons nos sincères remerciements !

## PERSPECTIVE 7

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement favorise l'animation de rencontres collectives en droit du logement auprès de la collectivité.*

Comme chaque année, le P.O.P.I.R. a organisé cette année de nombreux ateliers auxquels un peu plus de 650 personnes ont participé. Nous avons organisé moins d'ateliers que l'an passé (52 au lieu de 62),

notamment parce que certains organismes ont soit cessé d'offrir des ateliers sur le logement ou ont cessé de nous demander des ateliers. De plus, nous avons rejoint beaucoup moins de personnes cette année, en raison de l'absence de grands événements ou de grands rassemblements regroupant plusieurs centaines de personnes.

## PERSPECTIVE 8

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive son implication au Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) à titre de membre de soutien.*

Comparativement à l'année dernière, nous avons réduit de façon significative notre participation aux activités du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). En tant que membres de soutien, nous avons cessé de nous impliquer dans les instances, notamment dans les groupes de Montréal. Par manque de temps, nous n'avons pas participé non plus aux assemblées générales. Nous avons tout de même participé à deux rencontres du Comité femmes et avons donné la Formation 201 du RCLALQ, comme dans les dernières années.

Par contre, nous avons tout de même participé à la plupart des actions du Regroupement, notamment la journée des locataires du 24 avril, la manifestation montréalaise contre l'insalubrité du 31 octobre, ainsi qu'à une action sur le thème « La Régie du logement, une machine à expulser », qui a eu lieu le 7 décembre dernier. Malheureusement, la mobilisation a été modeste dans tous les cas.

Enfin, nous avons invité le RCLALQ à venir présenter sa campagne « La Régie du logement, assez du deux poids, deux mesures » et son document de réflexion sur la question, lors d'un comité d'éducation populaire. D'ailleurs, lors de son congrès des 16 et 17 mai 2018, à Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, auquel nous avons participé, les membres du RCLALQ ont décidé de reconduire cette campagne pour les deux prochaines années. Nous verrons si cette campagne sera en mesure d'obtenir de véritables gains face à une Régie du logement qui semble faire la sourde oreille aux demandes des locataires depuis plusieurs années !



*Manifestation de la Journée des locataires – 24 avril 2018*

## PERSPECTIVE 9

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement lance une campagne sur les enjeux de salubrité des logements dans ses quartiers d'appartenance et sur le travail des inspecteurs municipaux ;*

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement intervienne auprès de l'Office municipal d'habitation de Montréal pour qu'il améliore ses pratiques en matière d'extermination.*

Notre « campagne » sur cet enjeu s'est surtout articulée cette année autour de rencontres avec les intervenants concernés. Au niveau municipal, nous avons rencontré à l'automne dernier le Directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine, ainsi que le Chef de division aux permis et inspections. Ce sont ces deux personnes qui supervisent le travail des inspecteurs dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Depuis cette rencontre, l'arrondissement a ramené le nombre d'inspecteurs à six, au lieu de trois comme dans les deux années durant lesquelles des postes ont été abolis. Une inspectrice a également été engagée uniquement pour s'occuper des dossiers de salubrité des logements. Nous devons admettre que le retour des ressources qui avaient été coupées lors d'une ronde de compressions budgétaires a eu un effet positif sur le terrain, puisque nous n'avons plus eu de plaintes de locataires face au service des inspecteurs de l'arrondissement depuis.

Du côté de l'Office municipal d'habitation de Montréal, nous avons également eu une rencontre en novembre avec la directrice du secteur Sud-Ouest, madame Nathalie Bossé, la directrice de la salubrité pour tout Montréal, madame Mélanie Sanche, ainsi que d'autres cadres de l'office. Deux militantes et locataires de logements de l'Office municipal nous accompagnaient également lors de cette rencontre. Nous constatons malheureusement que malgré les souhaits exprimés, la situation de la salubrité dans les habitations à loyer modique (HLM) est grave et ne va pas en s'améliorant. Selon les secteurs, la situation des punaises de lit est au mieux stable, mais la présence de coquerelles est en augmentation. C'est d'ailleurs principalement dans les logements HLM que nous constatons des problèmes chroniques de salubrité (six, sept, voire dix exterminations de punaises de suite !).

Tout le monde est confronté au manque de ressources pour, notamment, aider les locataires démunis(e)s à préparer leur logement pour les exterminations et les épauler dans ce qui devient souvent une épreuve difficile à vivre au niveau psychologique. Afin de trouver des solutions, nous avons participé en mai à une rencontre avec plusieurs intervenant(e)s du Sud-Ouest, y incluant l'arrondissement et l'Office municipal. Une autre rencontre est prévue sous peu. Il est trop tôt pour déterminer si cette démarche produira des résultats, mais il y a au moins une volonté apparente des acteurs concernés de se parler pour trouver des pistes d'action.

# MOBILISATION ET VIE ASSOCIATIVE

## PERSPECTIVE 10

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement ait comme objectif pour l'année 2017-2018 d'augmenter son nombre de membres.*

Nous avons plutôt constaté une baisse du nombre de membres puisque nous sommes passés de 181 à 131 membres. C'est tout de même une baisse très significative.

En fait, nous n'avons pas réussi à « recruter » de nouveaux membres, notamment via les ateliers sur le logement social (ALS). Les membres les plus impliqués, les personnes qui renouvellent systématiquement leur carte, même si elles et ils n'ont plus le temps ou la santé pour s'impliquer dans les actions, sont toujours là.

Pour rejoindre de nouvelles personnes, il aurait fallu que nous fassions plus de travail de proximité et plus de tractage, que nous mettions plus d'énergie sur la diffusion du journal *Le Canal*, bref, que nous soyons plus visibles. Tel que décrit plus loin dans la perspective 11, cette partie du travail a été plus négligée cette année et nous en constatons ici les conséquences.

La marche « De villes en villages pour le droit au logement » de septembre et les célébrations autour du 50<sup>e</sup> anniversaire du P.O.P.I.R. - Comité Logement, en 2019, seront probablement des occasions de se reprendre !

## PERSPECTIVE 11

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement prenne des actions afin d'augmenter la mobilisation et reconstruire une base militante.*

Un rapide coup d'œil aux statistiques montrent que la baisse de mobilisation est réelle. C'était déjà le cas l'an dernier, si bien que la comparaison sur deux ans est alarmante. Nous avons d'ailleurs voté la perspective de prendre des actions concrètes, ce que nous n'avons finalement pas fait.

Quelques éléments conjoncturels expliquent cette baisse :

- Le FRAPRU a fait beaucoup moins d'actions. Il se trouve que ce sont les activités qui mobilisent le plus nos membres ;
- Lors de la Fête de quartier de Saint-Henri en 2015, nous avons distribué des tracts à mille personnes, alors que cette année, nous avons animé une activité qui a rejoint une cinquantaine de personnes;

- Nous n'avons pas mis à jour systématiquement les listes d'appel (oups, on l'a échappé !) si bien que certaines nouvelles personnes n'ont peut-être jamais été appelé !
- Surtout, le départ de Romina en cours d'année et le fait que nous n'avions pas le budget pour la remplacer a eu un impact sur notre capacité à mobiliser. En effet, la mobilisation passe avant tout par le lien qu'on crée avec les gens, par les appels, les courriels, les relances, l'affichage, le tractage et les visites dans les organismes, ce qui prend beaucoup de temps !

*Cette année, la mobilisation, c'est :*

- 674 personnes mobilisés (baisse de 20,2 %) ;
- 31 actions (36 l'an dernier) ;
- 10 actions locales (7 l'an passé).

N'empêche que la mobilisation a largement diminué et que nous devons faire des choix si nous pensons toujours que ce doit être une priorité !

## PERSPECTIVE 12

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive les réunions du comité de mobilisation en le renommant « Comité d'éducation populaire ».*

Cette année, les comités d'éducation populaire ont été encore une fois un lieu de partage et de réflexion pour plusieurs. Nous notons que la fréquentation de ces comités a également augmenté comparativement à l'année dernière et qu'il y en a eu un de plus que l'année passée, soit sept rencontres au lieu de six.

Il semblerait que les sujets abordés soient allés rejoindre les militantes et militants et que la présence d'invité(e)s ait été fortement appréciée. Entre autres, les comités sur l'insalubrité, sur l'accessibilité universelle et sur la justice sociale ont mobilisé chacun une vingtaine de personnes. Nous constatons également que pour certaines personnes ne pouvant plus être présentes aux actions et aux manifestations, ces comités constituent un moyen de continuer à s'impliquer. Nous avons déjà une foule d'idées de sujets à aborder pour l'année prochaine, dont les membres nous ont fait part !

## PERSPECTIVE 13

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive les rencontres du Comité femmes.*

Les enjeux « femmes et logement » ont certainement été très présents en 2017-2018 au P.O.P.I.R. et le Comité femmes a certainement contribué à mettre ces enjeux à l'agenda. En octobre 2017, le comité a réalisé une émission de radio sur les ondes de CKUT pour interpellier les élu(e)s sur les questions de logement des femmes dans le cadre de la campagne municipale.

En décembre 2017, le Comité femmes a lancé son exposition-photo « Les femmes luttent pour le logement social » dans le cadre des *12 jours d'actions contre les violences faites aux femmes*.

L'exposition a également été présentée à la journée d'action du Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF) contre les violences faites aux femmes dans le logement, le 4 avril dernier. Deux militantes du P.O.P.I.R. étaient également présentes lors de cette journée.



Participantes à l'émission de radio – 31 octobre 2017

En janvier 2018, le P.O.P.I.R. - Comité logement a tenu une assemblée générale portant spécifiquement sur les questions des femmes, qui a entre autres mené à l'adoption des mandats suivants :

- Que le P.O.P.I.R. - Comité Logement poursuive ses rencontres du Comité femmes ;
- Que le comité des femmes du P.O.P.I.R. - Comité Logement vise à mettre en place des mécanismes qu'y assurent la bienveillance et le respect de toutes et tous ses membres lors des assemblées générales, comme les sentinELLES au FRAPRU ;
- Que lors des représentations du P.O.P.I.R. - Comité Logement auprès des élu(e)s, une représentante du Comité femmes soit présente afin de faire valoir les enjeux spécifiques aux femmes dans le logement ;
- Que le Comité femmes explore la possibilité de revendiquer un projet d'habitation pour femmes (non-mixte) dans le Sud-Ouest.

À l'hiver 2018, le comité femmes s'est surtout concentré sur ce dernier mandat, qui a rejoint plusieurs femmes. Nous avons ciblé un terrain pour ce projet, le 4700, rue Saint-Ambroise, à Saint-Henri, et nous continuons d'y travailler fort avec nos partenaires, qui incluent le collectif *La Maison des rebelles* ainsi que les organismes Logifem et Portage.

Notons toutefois que la mobilisation des femmes n'est pas toujours simple. Celles-ci sont doublement sollicitées à la fois sur les enjeux de logement et les enjeux des femmes. De plus, elles ont souvent plusieurs responsabilités familiales qui les empêchent parfois de se mobiliser. Soulignons par contre que le projet d'habitation pour femmes semble avoir été très mobilisateurs dans les derniers temps!

## PERSPECTIVE 14

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement remplace le « Comité action » par des comités ad hoc formés au besoin.*

Cette année, nous n'avons pas formé de comité *ad hoc* pour organiser des actions. Cependant, un collectif *À nous la Malting !* a été formé pour défendre un projet 100% communautaire pour la transformation de l'ancienne usine de la Canada Malting, située sur la rue Saint-Ambroise, dans Saint-Henri. Ce collectif s'est réuni à plusieurs reprises et il a été soutenu de façon importante par le P.O.P.I.R. Autrement, nous avons organisé une seule manifestation locale contre la gentrification, en mai. Nous avons le désir de former un comité *ad hoc* pour l'occasion, mais le court délai nous a empêché d'en



former un. En vue du passage de la marche « De villes en villages pour le droit au logement » à Montréal, le 13 septembre prochain, un comité de membres intéressé(e)s sera formé pour aider à l'organisation des activités entourant cet événement.

### PERSPECTIVE 15

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement vise à augmenter sa visibilité dans les quartiers du Sud-Ouest en organisant du tractage, du porte-à-porte et en étant présent dans les activités des quartiers.*

Le P.O.P.I.R. a participé aux fêtes de quartier de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri. Ces événements, en plus d'être des moments importants pour nos quartiers d'appartenance, permettent au P.O.P.I.R. de présenter l'organisme aux résident(e)s.

Malheureusement, cette année, nous n'avons pas fait de porte-à-porte spécifiquement pour le P.O.P.I.R. Dans les années précédentes, nous effectuions au moins une journée de porte-à-porte pour informer les locataires de leur droit et expliquer les services du P.O.P.I.R. Cependant, nous avons fait du porte-à-porte pour le comité *À nous la Malting !* et le lancement du Plan de développement populaire (PDPop) porté par la table de quartier Solidarité Saint-Henri. La venue de la marche dans Saint-Henri et la Petite-Bourgogne sera aussi l'occasion d'améliorer la visibilité de l'organisme. En plus, avec la venue de plusieurs logements sociaux dans le quartier Griffintown, il sera important de faire connaître nos services à ces nouvelles et nouveaux locataires.

### PERSPECTIVE 16

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement et le comité journal poursuivent la production du journal « Le Canal ».*

Cette année, le comité journal a lancé deux éditions du journal *Le Canal*, une à l'automne 2017 et une à l'hiver 2018. Le comité s'est également réuni à deux reprises. Nous notons que les lancements du journal sont toujours des moments de rencontres très chaleureux et très appréciés par les membres. Ce sont donc des moments de vie associative à conserver !

Toutefois, nous constatons que cette année, nous avons eu de la difficulté à distribuer le journal et que l'impression entraîne des coûts importants. De plus, le départ de notre collègue Romina a fait en sorte que le comité journal fût un peu laissé à l'abandon. Nous sommes donc en réflexion quant à la forme que prendra *Le Canal* dans le futur et c'est pourquoi nous demanderons à nos membres de se prononcer sur son avenir lors de l'assemblée générale annuelle.

## PERSPECTIVE 17

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive avec ses militantes et militants des discussions continues et constructives en lien avec les valeurs du Code de vie.*

Tel que mentionné ci-haut, le POPIR-Comité logement a adopté en assemblée générale de se doter d'un mécanisme qui assure la bienveillance et le respect de toutes et tous ses membres lors des assemblées générales, comme les « sentinELLES » au FRAPRU. Cette initiative des membres du comité femmes va dans le sens de la poursuite des discussions quant au *Code de vie*. En effet, une formation sera organisée sous peu pour rendre effectif ce mandat qui sera l'occasion de mettre en place des nouveaux moyens de faire appliquer le *Code de vie*.

Il n'y a eu aucune plainte en lien avec le Code de vie cette année. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il fut respecté à 100 % toute l'année. Nous avons été conscients d'incidents ou de propos qui ne sont pas conformes aux règles que nous nous sommes données collectivement. C'est pourquoi nous faisons le constat qu'il reste encore du travail à faire pour que les militantes et militants du P.O.P.I.R. s'approprient pleinement le *Code de vie*.



*Engagement pris par le maire Dorais lors de l'action du collectif À nous la Malting devant l'Hôtel de ville de Montréal – 15 mai 2017*



*Banderole de photos de la Canada Malting lors d'une action en marge d'une rencontre du conseil d'arrondissement – 4 juillet 2017*

# LUTTE ANTI-PAUVRETÉ ET UNITAIRE

## PERSPECTIVE 18

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive son implication dans le quartier Saint-Henri.*

Cette année encore, nous avons eu beaucoup de rencontres avec Solidarité Saint-Henri, soit cinquante rencontres au total, ce qui représente neuf réunions de plus que l'an dernier. En plus des rencontres régulières de comité et des assemblées générales, nous avons consacré beaucoup d'énergie sur le dossier de la Canada Malting et, dans une moindre mesure, sur le Forum de mi-année.

*Cette année, Saint-Henri, c'est :*

- 6 assemblées générales ;
- 11 rencontres du Comité aménagement ;
- 14 rencontres du collectif *À nous la Malting* ;
- 19 rencontres diverses ;
- Un total de 50 rencontres (41 l'an dernier).

### **Le Plan de développement populaire de l'ouest de Saint-Henri (PDPop)**

Les travaux du comité aménagement se sont concentrés sur la finalisation de notre plan de développement et sa diffusion. Le plan représente la synthèse de près de dix ans de consultations et de travaux avec les organismes et les résident(e)s du quartier, notamment avec l'Opération populaire d'aménagement (OPA).

Nous avons opposé notre plan de développement aux plans de l'arrondissement, que ce soit le Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) ou le plan de redéveloppement du Pôle Gadbois. La différence majeure entre les deux visions, c'est que les organismes et les résident(e)s placent le logement comme intervention prioritaire tandis que l'arrondissement a choisi le verdissement et la mobilité. Nous avons donc systématiquement dénoncé la priorité donnée à l'esthétique du quartier et son impact gentrificateur. Nous insistons aussi sur le fait que plus de 40 millions \$ vont être dépensés autour du Pôle Gadbois, ce qui confirme que l'argent est là, mais qu'il doit être dépensé sur le logement !

Nous n'avons pas réussi à changer les plans, le PDUES reste un projet d'embellissement avant tout. Toutefois, nous avons commencé à semer le doute dans la tête de plusieurs, d'autant plus que nous avons documenté les impacts du *woonerf* Saint-Pierre sur les locataires de la rue Sainte-Marie. Toutefois, il faudra beaucoup plus que des doutes dans la tête des élu(e)s pour que les investissements publics se fassent selon nos priorités !

### **La Canada Malting**

Pour une deuxième année, le dossier majeur reste celui de la Canada Malting. Le collectif *À nous la Malting !* continue ses travaux et nous avons soutenu activement le comité mobilisation, tout en appuyant le collectif dans les réflexions globales sur les valeurs et le fonctionnement.

Le comité mobilisation a réalisé deux grosses actions, soit un barbecue anti-gentrification à l'arrondissement (4 juillet) qui a rassemblé plus de cent personnes, ainsi qu'une occupation simultanée des bureaux de campagne de Projet Montréal et de l'Équipe Coderre, le 2 novembre, pour réclamer la mise en réserve de la Canada Malting.

En plus de ces deux actions, le comité mobilisation a fait de l'affichage, a écrit des lettres, fait des représentations au conseil municipal et a rencontré les élu(e)s. Tout ce fourmillement sur le dossier a obligé Benoit Dorais à prendre position pour un projet 100 % communautaire. Le 5 mai dernier, lors de l'inauguration du Bâtiment 7 à Pointe-Saint-Charles, il a même dit que la Canada Malting était le prochain projet !

Malgré ces avancées, nous sommes loin d'avoir gagné le site. De son côté, le promoteur est très actif et nous savons que Benoit Dorais serait tout à fait capable de revenir sur sa promesse. Cette année pourrait bien être décisive pour ce dossier.

### **Les autres dossiers de Solidarité Saint-Henri**

Au niveau des autres dossiers, nous souhaitons être en soutien au nouveau Comité InterHLM mais pour le moment, il est difficile d'avoir des rencontres régulières. Le comité travaille beaucoup avec le Centre communautaire des femmes actives (CCFA) et n'a pas toujours le réflexe de nous demander du soutien.

Sur la gentrification commerciale, un bénévole du P.O.P.I.R. - Comité Logement, Marc-Olivier Rainville, a fait un relevé de tous les restaurants qui ont ouvert depuis le nouveau règlement qui devait les limiter. Résultat, il y en a eu 15 de plus ! Nous avons écrit à l'arrondissement mais nous attendons toujours une réponse !

Finalement, les assemblées générales et le forum ont pris beaucoup de temps, pour des résultats malheureusement forts décevants. Les questions de financement prennent toujours toute la place dans ces instances et on y parle trop peu de lutte à la pauvreté !

### **PERSPECTIVE 19**

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive son implication dans le quartier Petite-Bourgogne.*

Le P.O.P.I.R. a participé au Comité aménagement et milieu de vie de la Coalition de Petite-Bourgogne / Quartier en santé. Plusieurs enjeux ont été discutés, cette année.

### **Développement de Griffintown**

Premièrement, la construction de nouveaux logements sociaux à Griffintown. Ce quartier complètement transformé dans les dernières années par la construction majoritairement de condominiums amène son lot de préoccupations. Il y a peu de ressources et d'organismes pour subvenir aux besoins de la nouvelle

population à plus faible revenu qui s'installe dans ce quartier. L'absence, particulièrement criante pour les jeunes, d'espaces et d'activités pour eux, empêche de créer un milieu de vie intéressant pour les familles. De plus, la cohabitation entre locataires à faible revenu et propriétaires de condos n'est pas toujours facile. Il est clair que ce quartier développé par des promoteurs immobiliers a été conçu et continue à se développer pour une population avec de hauts revenus qui se déplace en voiture.

Le terrain au coin des rues Murray et Young est un exemple des tensions autour du développement de Griffintown. Une partie des organismes, dont Bâtir son quartier, voudraient développer un projet pour personnes âgées sur ce site. Cependant, l'absence de ressources et le peu de services de transport en commun nous forcent à réfléchir aux autres possibilités pour l'avenir de ce site. Malgré le manque important de logements sociaux, devons-nous sacrifier certains sites pour y construire des nouveaux services de proximité ? Nous avons débuté une réflexion sur cette question au Comité aménagement, en espérant créer un meilleur milieu de vie dans les années à venir.

*Cette année, Petite-Bourgogne, c'est :*

- 1 assemblée générale ;
- 7 rencontres du Comité aménagement ;
- 2 autres rencontres ;
- Un total de 10 rencontres (12 l'an dernier).

De notre côté, nous avons comme objectif de faire du porte-à-porte dans les coopératives d'habitation de Griffintown. Malheureusement, nous n'avons pas organisé cette activité de visibilité. Nous avons pour objectif de la mener à bien l'année prochaine.

## Avenir de l'ancien Negro Community Center



Nous travaillons avec les résident(e)s du quartier pour l'avenir du site de l'ancien Negro Community Center, situé à l'angles des rues Coursol et Canning. Une assemblée publique et une première rencontre avec le comité nouvellement formé ont eu lieu. Lors de ces deux événements, les personnes présentes ont clairement affirmé qu'ils désiraient que soit développé sur ce site un centre commémoratif de l'histoire des noir(e)s, un espace pour organiser des événements spéciaux pour la communauté et des locaux pour des groupes communautaires.

Le travail avance, mais la population demeure sceptique face à ce projet. Il y a eu plusieurs essais infructueux pour relancer le NCC dans les dernières années et les gens ont peur de mettre des efforts dans un autre projet qui n'aboutira pas. On espère que cette fois-ci sera la bonne !

## Travail auprès des locataires du quartier

Nous continuons à faire du travail avec les locataires des logements sociaux existants, via les associations de locataires d'habitations à loyer modique (HLM) du quartier. Nous avons comme objectif

de créer de nouveaux contacts avec les associations de locataires, ce qui n'a pas été fait, malheureusement.

Cependant, nous avons continué le travail avec l'Association des locataires de l'Érablière, dont les locataires continuent à vivre des problématiques de voisinage avec le restaurant Grinder situé en face. Une plainte a été déposée à la Régie des alcools, des courses et des jeux et la Division des mœurs du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est chargée de l'enquête. Malheureusement, il semble que l'enquête n'ait pas abouti, car les problèmes continuent.

## Développement de nouveaux logements sociaux

Finalement, nous continuons à siéger sur le conseil d'administration de deux projets de logements sociaux qui sont en cours de construction, l'OBNL Habitation 21 et l'OBNL Habitation 22, tous deux situés à l'angle des rues Ottawa, William et Guy. Le projet comportera 235 logements sociaux, dont la livraison est prévue pour décembre 2019. Nous sommes mandatés afin de représenter la Coalition de la Petite-Bourgogne sur ce conseil d'administration, afin d'y défendre l'intérêt des locataires et les demandes des groupes du quartier.

### PERSPECTIVE 20

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement poursuive son implication dans le quartier Côte-Saint-Paul/Ville-Émard.*

Cette année, nous avons été moins présent(e)s à Côte-Saint-Paul/Ville-Émard. En effet, nous avons participé à trois assemblées générales, trois rencontres du Comité habitation et deux autres rencontres pour un total de huit rencontres, contre dix-neuf l'an dernier. Ce retrait s'explique entre autres par le fait que nous avons été à effectif réduit pour une partie de l'année.

*Cette année, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, c'est :*

- 3 assemblées générales ;
- 3 rencontres du Comité habitation ;
- 2 autres rencontres ;
- Un total de 8 rencontres (19 l'an dernier).

Durant l'automne 2017, le Comité habitation s'est surtout penché sur une demande de financement au Programme d'aide aux organismes communautaires (PAOC) afin de monter un projet sur la salubrité dans le secteur Galt. Toutefois, puisque nous étions trop dernière minute pour déposer la demande, nous avons remis ce projet à l'année suivante. Cet été, un intervenant est embauché avec les fonds de la Revitalisation urbaine intégrée (RUI) pour travailler sur la salubrité dans le secteur Galt, dans l'optique de présenter une nouvelle demande de financement à l'automne.

Pour ce qui est du développement de nouveaux logements sociaux, nous constatons que la volonté y est, mais que nous ne nous entendons pas nécessairement sur la stratégie à adopter. Une liste de terrains à potentiellement développer a été créée par le Comité habitation. Nous envisageons une campagne pour revendiquer la mise en réserve d'un de ces terrains. Toutefois, il faudra plus qu'attendre

sur la bonne volonté des élu(e)s pour réussir à développer dans Côte-Saint-Paul/Ville-Émard et c'est malheureusement cette stratégie qui est privilégiée par les organismes du quartier.

## PERSPECTIVE 21

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement participe à une action à mobilisation large contre l'austérité ;*

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement organise un comité d'éducation populaire portant sur la campagne « La justice sociale : un choix, des droits ».*

Cette année, la Coalition Main Rouge a été encore moins active. Dans le milieu communautaire, la lutte contre l'austérité se concentre presque exclusivement sur la lutte pour le financement des organismes, menée dans le cadre du mouvement *Engagez-vous pour le communautaire*. Du coup, la Coalition n'a organisé qu'une seule action anti-austérité, le 28 octobre 2017. Le problème pour nous, c'est que cette action était en pleine campagne électorale municipale. Nous avons d'ailleurs argumenté au FRAPRU pour que la date soit changée. Nous n'avons donc pas participé, puisque nous portions déjà trois autres actions dans la même semaine !

Nous avons par contre mobilisé pour l'action le 28 avril 2018 organisée par les centrales syndicales afin de souligner la Fête internationale des travailleuse et travailleurs, le 1<sup>er</sup> mai. Les revendications s'inscrivaient dans une lutte plus globale contre l'austérité puisqu'on y revendiquait notamment la lutte aux paradis fiscaux, un réinvestissement dans les services publics et le salaire minium à 15 \$. Par contre, cette fois-là, nous étions le seul groupe du FRAPRU à être présent !

Tel que voté dans la perspective, nous avons effectivement animé un Comité d'éducation populaire sur la justice sociale, le 25 avril 2018. Les discussions avec les membres furent intéressantes et stimulantes. La tenue de ce comité, quelques jours avant la manifestation du 28 avril, a aidé à mobiliser pour l'action !

## PERSPECTIVE 22

*Que le P.O.P.I.R. – Comité Logement ne s'implique pas dans la campagne « Engagez-vous pour le communautaire » pour le financement.*

Nous avons pleinement respecté notre mandat et nous n'avons pas participé aux activités de la campagne. Cependant, nous devons mentionner que notre position ne passe pas inaperçue et nous isole dans un mouvement qui continue à grandir. Il faut dire que notre position a potentiellement un impact, car il n'y a eu qu'une seule activité organisée dans le Sud-Ouest, cette année, dans le cadre de la lutte pour le financement.

Encore cette année, les débats sur le financement ont pris beaucoup de place au sein des instances du FRAPRU et de Solidarité Saint-Henri. Cependant, le FRAPRU a noté dans son bilan, cette année, que

quelques interrogations commencent à surgir au sein du mouvement. Le fait que cette campagne pourrait déboucher sur davantage d'ententes de service qui pousseraient le communautaire à devenir davantage une béquille pour l'État dans son désengagement des services publics commence à inquiéter plusieurs personnes qui ne désirent pas que le communautaire devienne un simple sous-traitant de l'État.

De notre côté, plusieurs membres s'interrogent sur notre absence au sein du mouvement. Nos finances ont déjà connu de meilleurs jours et la contribution au secteur versé par la Société d'habitation du Québec (SHQ), partie importante de notre financement, ne risque pas d'augmenter dans les années à venir. Certains membres du conseil d'administration ont nommé qu'il faudrait réfléchir à notre positionnement. L'assemblée générale annuelle sera le temps de prendre une décision sur notre implication à venir.



*Contingent du P.O.P.I.R. à la « P'tite marche de quartiers en quartiers pour le droit au logement » - 16 juin 2018*



*Manifestation du FRAPRU à Montréal face au fédéral – 22 novembre 2017*



## CONCLUSION

Comme nous le constatons à la lecture de ce bilan, l'année 2017-2018 ne fût pas des plus chargées en termes de mobilisation. Toutefois, ce ne sont pas les projets qui manquent au P.O.P.I.R. et l'année à venir devrait nous fournir plus d'une occasion de se mobiliser.

Au plan local, le dossier de la Canada Malting devrait continuer de nous tenir occupé(e)s. Nous continuerons à travailler et à lutter avec le Collectif *À nous la Malting !* pour obtenir le site. Aussi, le 4700, rue Saint-Ambroise s'annonce être un dossier chaud durant l'année à venir ! Nous continuerons à mettre de l'énergie avec le Comité femmes et nos partenaires pour gagner ce site !

De plus, en septembre 2018, le P.O.P.I.R.- Comité logement participera à la grande marche du FRAPRU *De villes en villages pour le droit au logement*. Tout l'été, nous nous entraînerons en vue de cet événement qui, nous l'espérons, saura faire parler du droit au logement ! De plus, nous nous préparons déjà à la venue de la marche dans le Sud-Ouest le 13 septembre prochain. Nous profiterons de cette journée pour accroître la visibilité du P.O.P.I.R. dans ses quartiers d'appartenance.

**On ne saurait oublier également que l'année 2018-2019 marquera le 50<sup>e</sup> anniversaire du P.O.P.I.R.- Comité logement ! Les célébrations d'un des plus vieux comité logement devraient être hautes en couleur ! D'ici là...**

## ON MARCHE POUR LE DROIT AU LOGEMENT !



FRAPRU.QC.CA



FRAPRU.QC.CA



FRAPRU.QC.CA

**COLETTE CHARTRAND**

« Je connais le P.O.P.I.R. depuis 2002. Le P.O.P.I.R. - Comité Logement m'a aidée quand j'avais des problèmes avec mon propriétaire. J'ai refusé plusieurs hausses de loyer et écrit des lettres pour des travaux. Quand on a de gros problèmes avec notre logement, ça prend le comité parce que la Régie du logement est du bord des propriétaires alors sans aide, on ne peut pas défendre nos droits.

Grâce au P.O.P.I.R., j'ai enfin un logement social. J'adore mon nouveau logement, c'est mon château. Le P.O.P.I.R. m'a aussi aidée à me donner un réseau, des connaissances dans les activités et les actions. J'ai déjà fait beaucoup de manifestations et même si maintenant, j'ai un bon logement, je vais continuer à me battre pour les autres ! »



*Colette (en bas à droite) lors d'une action sur le Canal Lachine à Pointe-Saint-Charles (2018)*

**MARYAN KIKHOUNGA-NGOT**

« En 2016, j'ai connu le P.O.P.I.R. – Comité Logement lors d'un atelier sur le logement social. Suite à cela, je suis allée à un comité d'éducation populaire au CÉDA et à une manifestation. Depuis, je m'implique au comité femmes et je suis sur le conseil d'administration. Avec le comité femmes, nous avons produit une émission de radio, rencontré les élu(e)s et nous portons un projet de logement social. Je suis aussi bénévole à l'accueil. »

**DANIEL TREMBLAY**

« Je suis venu au P.O.P.I.R., la première fois, parce que j'ai vu une affiche dans la rue pour une manifestation à Ottawa. Je viens au P.O.P.I.R. parce que je me sens inclus et les gens qui travaillent au P.O.P.I.R. invitent toujours les militant(e)s à participer aux manifestations. Ici, on s'occupe aussi du senti des gens, surtout les gens qui ne prennent pas souvent la parole, on les écoute et on leur donne leur place. Au P.O.P.I.R., tout le monde est le bienvenu quelle que soit leur couleur, leur religion ou leur orientation sexuelle et ils ont leur place. J'ai l'intention de continuer à m'impliquer au P.O.P.I.R. pendant longtemps, car je suis conscient aujourd'hui que mon vécu est un trésor inépuisable dans lequel je continue à puiser pour mieux respecter mes limites et celles des autres. Go P.O.P.I.R. Go ! »